

Proposition de synthèse des cahiers de doléances de Malakoff

263 formulaires déposés. Les chiffres indiqués entre parenthèse font référence aux propositions émises, un formulaire pouvant en contenir plusieurs.

La justice et l'égalité apparaissent comme les deux principes fondamentaux sur lesquels s'articule la très grande majorité des propositions portées dans les cahiers de doléances. Elles définissent en creux un pacte social dont la nature des revendications souligne qu'il n'est plus respecté, en raison d'une part d'un creusement des inégalités de revenus et de patrimoine, et d'autre part du sentiment que le respect des droits et des devoirs est directement indexé sur la fortune. C'est pourquoi la fiscalité revient comme un chantier d'investissement politique prioritaire, qui se décline notamment avec la question des retraites.

La question du travail – du respect des travailleurs comme de la reconnaissance de son utilité sociale – est également prégnante, alors qu'elle n'apparaît pas dans les thèmes retenus dans le « grand débat national ». C'est également le cas pour le logement, la santé et le contrôle des activités bancaires.

La promotion du service public – défense de son périmètre, investissement dans ses moyens, augmentation des fonctionnaires, nationalisations nouvelles – est très présente. Elle participe du pacte social dans la mesure où, de façon quasi unanime, les services publics sont perçus comme un instrument d'égalité entre les personnes comme entre les territoires, un instrument d'inclusion sociale et de protection face aux lois du marché.

Les expressions relatives à l'organisation des pouvoirs publics, le statut des élus, les libertés publiques et les capacités citoyennes des individus, tendent très majoritairement vers un contrôle plus strict de l'activité et des moyens accordés aux élus, une séparation plus nette des pouvoirs – et avant tout de la justice-, et l'extension des modes d'intervention citoyenne dans l'espace public. La délégation des pouvoirs et le principe de représentation semblent assez majoritairement questionnés, moins dans leur principe même que dans leur périmètre.

La transition écologique s'inscrit assez nettement dans le champ de la justice sociale. Son principe est accepté de façon consensuelle, et sa mise en œuvre doit s'articuler en fonction des besoins et des moyens de chacun. Dans ce contexte, la question du ferroutage et du redéploiement d'une toile ferroviaire conséquente revient régulièrement.

La question de la jeunesse est peu présente, et appelle des réactions ambiguës, entre demande d'abrogation de l'ordonnance de 1945 sur la protection des mineurs et reconnaissance de la jeunesse comme victime ou angle mort des préoccupations sociales de l'Etat. De la même manière, la culture et l'accès de tous aux biens culturels est quasi absente de ces revendications.

L'immigration demeure un terme marginal, au traitement équivoque : des propositions plaident pour un accueil plus large des réfugiés et une meilleure inclusion sociale (droit de vote des étrangers), d'autres s'inquiète du coût supposé d'un accueil inconditionnel ou non maîtrisé.

Cependant, en dehors de la question des mineurs et, ponctuellement, d'une hésitation entre abaissement de l'âge de la retraite et promotion de l'emploi des seniors, les propositions émises sont très peu contradictoires entre elles.

- **Justice fiscale et sociale (206 – 45.5%)**

Thèmes récurrents : fiscalité, retraités, travail, pouvoir d'achat, social, banques, partage des richesses, inégalités

Principales propositions : lutte contre l'évasion fiscale, mettre fin au CICE, baisse de la TVA, modulation de la TVA en fonction des produits, indexation des pensions sur l'inflation, hausse générale des salaires, favoriser l'emploi des seniors, abaisser l'âge de la retraite, nationalisation des banques de dépôts, renforcer les moyens de l'inspection du travail, séparer les banques de dépôts et les banques d'affaires, droits syndicaux pour les stagiaires, indexer l'épargne populaire sur l'inflation, abrogation de l'impôt à la source, augmenter le nombre de tranches de l'impôt sur le revenu, suppression de la taxe d'habitation et de la taxe foncière, réduire les écarts de salaire, réduire les CDD, améliorer la formation professionnelle, rétablir l'ISF, contrôler les frais bancaires, abaisser la fiscalité des petits héritages, indexer les salaires sur l'inflation, augmenter le salaire des fonctionnaires, charger les cotisations sociales sur le chiffre d'affaires des entreprises, supprimer l'augmentation de la CSG sur les retraites, réduire le temps de travail, taxer les GAFAM, interdiction des fonds de pension, taxation des transactions financières, démantèlement des paradis fiscaux, empêcher l'uberisation de l'emploi, sortir la France de la dette, utiliser le protectionnisme pour réindustrialiser le pays, limiter les hauts salaires, taxe Tobin, revenu universel.

- **Service public et accès aux droits (106 – 23.4%)**

Thèmes récurrents : services publics, éducation, logement, santé, égalité des territoires, Internet, handicap, qualité de vie

Principales propositions : abrogation de la loi ELAN, augmenter le salaire des enseignants, augmenter et garantir les droits et le niveau de vie des personnes handicapées, baisse des loyers, suppression de l'ENA, lutter contre les souffrances psychiatriques, nationalisation des autoroutes, campagne de promotion de la contraception masculine, droit au logement pour tous, redonner des moyens aux collectivités locales, contrôler l'activité des syndicats, stopper la dématérialisation des services publics, revenir sur l'ordonnance de 1945 sur les mineurs.

- **Démocratie et libertés publiques (74 – 16.3%)**

Thèmes récurrents : Constitution, statut et droits des élus, libertés publiques

Principales propositions : vote obligatoire, reconnaissance du vote blanc, renforcer l'indépendance de la justice, renforcer les libertés publiques, gel des réformes en cours,

référendum, mandat impératif, fin des privilèges des élus, interdiction des lobbies, droit de vote des étrangers.

- **Transition écologique (45 – 9.9%)**

Thèmes récurrents : écologie, transports, énergie, agriculture

Principales propositions : plantation d'arbres, baisse du prix ou gratuité des transports en commun, limiter l'usage de la climatisation, stopper l'agriculture intensive, taxer les produits non bio, sortir d'une société de consommation et se protéger de la publicité, développer le ferroutage, rouvrir les lignes de train, rénovation et isolation de l'habitat, fin du nucléaire, du charbon et des hydrocarbures, développement des énergies renouvelables, interdire l'obsolescence programmée, meilleure rémunération des producteurs, interdiction des OGM et des pesticides.

- **Divers (22 – 4.9%)**

Thèmes récurrents : sociétal, international, inclassable

Principales propositions : loi sur la fin de vie, sortie de l'UE et de l'OTAN.